

Régie des produits pétroliers

d'interdire la pêche dans cette région. On pourrait donner plusieurs autres exemples.

Il est évident qu'il serait beaucoup moins dangereux pour l'environnement d'accueillir cette nouvelle génération des navires à l'endroit le plus intérieur des terres, et tirer pleinement avantage de ce développement. On me dira: Cela vient en conflit avec les intérêts des provinces Maritimes. Je dis: Non. Mais, encore là, c'est conciliable. Et comment? D'une part, le potentiel du plateau des provinces Maritimes n'a pas encore été mis en valeur. Si l'on parvient à le mettre en valeur, à ce moment-là, il sera logique de construire un pipe-line qui se rendra jusque dans les ports des provinces Maritimes, pour tirer avantage de toutes les ressources du plateau continental. Mais il est évident que si c'est uniquement pour accueillir l'importation, il y a plus d'intérêt à faire entrer les produits plus à l'intérieur des terres, parce que les ports des provinces Maritimes sont bien situés pour desservir la côte de l'Atlantique. C'est ce qu'ils font, et l'on s'en réjouit; au fait, on leur souhaite tout le succès possible.

Cependant, les provinces Maritimes ne veulent pas non plus prendre de risques écologiques sans bénéficier des retombées économiques, parce qu'elles ne veulent pas expédier de pétrole brut, mais raffiné, et à ce moment-là encore—j'en reviens à mon exemple de tout à l'heure—cela reviendrait à confiner le Québec à l'artisanat et au folklore et à laisser aux autres les industries de pointe.

Mais lorsque le plateau continental sera bien exploité, que l'on prolonge le pipe-line jusqu'à Gros-Cacouana et, à ce moment-là, on aura un raccordement de l'Alberta aux provinces Maritimes. On établira une politique globale, continentale, pour desservir les Canadiens, et puisque le marché est si grand, on fera en sorte que toutes nos ressources soient exploitées à plein rendement et à profit. En somme—on le sait, puisque la demande est si grande—on ne craint pas que nos industries ne puissent pas fonctionner à plein rendement sur ce plan-là; le grand problème se manifestera au fur et à mesure que l'on puisera dans ces ressources non-renouvelables. Il faudra que l'on fasse de nouvelles découvertes, et ce, de la façon la plus économique possible, et qu'on maintienne notre priorité de pays plein de ressources et de promesses.

Je pense, monsieur le président, qu'il est possible de concilier tous nos intérêts à ce sujet. Il faut cependant avoir l'honnêteté et le courage de dire ce qu'il en est, ne pas faire des faux procès et ne pas, à un certain moment entraver mesquinement le progrès et le développement de notre pays parce qu'on défend de petits intérêts camouflés et qu'on ne veut pas signaler.

Je me fais faire sur le projet du port de mer actuellement toute une guerre, parce qu'un citoyen possède une terre et un chalet sur l'emplacement. Et voilà que tout le problème de l'environnement est remis en question, qu'on appelle l'Isle-Verte l'«Isle-Noire», qu'on fait la chasse aux sorcières et qu'on monte des drames. Je dis qu'on a le souci de l'environnement bien plus que tous ceux de l'extérieur qui s'y sont découverts récemment de nouvelles vocations.

Nous avons pavillon sur rue et nous vivons dans ce coin de pays. Nous voulons le développer, et nous connaissons les problèmes qu'il faut résoudre pour le faire, et nous sommes las sans cesse . . .

● (2100)

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est

[M. Gendron.]

expiré. Il peut continuer toutefois, s'il y a consentement unanime. Est-on d'accord?

Des voix: D'accord!

[Français]

M. Gendron: Je remercie la Chambre de son indulgence, et je n'en abuserai pas.

Je voudrais tout de même ne pas terminer sur une note pessimiste, mais qu'on fasse tout de même un vrai procès, un procès honnête, de nos besoins, de nos aspirations. Je pense qu'il a été largement prouvé que non seulement on n'ajoutait pas aux risques à l'écologie, mais qu'au contraire, on les diminuait. Je suis d'avis qu'on est encore capable de concilier les efforts pour conserver nos beaux sites, notre faune et notre vocation touristique, mais avec la technique, la technologie moderne et les immensités de ce territoire, il est certainement possible de concilier ces intérêts.

[Traduction]

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, il est très intéressant de suivre les arguments présentés de part et d'autre de la Chambre au cours d'un débat sur une question aussi fondamentale que celle de la crise énergétique au Canada et dans le monde entier. J'ai trouvé très amusants quelques-uns des arguments des deux derniers orateurs du parti conservateur, et surtout du député de York-Simcoe (M. Stevens) qui a été très éloquent en se portant à la défense des sociétés pétrolières. Il a déclaré que les hordes socialistes de mon parti effraieraient les sociétés pétrolières des États-Unis, qu'elles s'adresseraient ailleurs et que, somme toute, notre parti est antiaméricain. Il nous a critiqués disant que nous sommes bien trop durs pour les pauvres petites sociétés pétrolières.

Je lui rappelle que ces pauvres petites sociétés réalisent un revenu brut égal à environ trois fois celui du gouvernement canadien. Il s'agit des sept sociétés les plus importantes du monde. La plus grande, Standard Oil du New Jersey, société mère de l'Impérial Oil, accuse un revenu brut égal à celui du gouvernement canadien. Voilà donc ces sociétés dont les conservateurs, et surtout le député de York-Simcoe, semble tant se préoccuper, de crainte que nous ne leur fassions du tort en soulevant cette question à la Chambre.

Un autre membre de ce parti s'est enquis du terrible concept socialiste du NPD, savoir un régime de double prix. Il a demandé qui en feraient les frais. Seraient-ce les producteurs? Ne profiteraient-ils d'une hausse des prix aux États-Unis pour augmenter les prix à la consommation au Canada? Les sociétés pétrolières peuvent fabriquer leur produit dans ce pays en réalisant de vraiment gros profits. Je ne vois pas pourquoi les consommateurs de notre pays ne pourraient pas bénéficier des prix les plus bas possibles. Je maintiens que le pétrole n'est pas la propriété des sociétés pétrolières; le pétrole devrait appartenir au peuple du Canada et des provinces où il est situé. Il est amusant et peut-être très révélateur que certains membres du parti conservateur se montrent sous leur vrai jour et se portent à la défense de ces pauvres petites sœurs faibles que sont les sociétés multinationales géantes.

Ces derniers mois, nous avons été témoins d'une hausse des prix de l'essence, des carburants pour les machines agricoles et des combustibles domestiques. Il y a eu pénurie de ces produits dans certaines régions des États-Unis. Cela tient à ce que les Américains ont peine à trouver des approvisionnements d'énergie à bon marché. Cette situation n'est pas particulière aux États-Unis puisqu'elle se